

## Réponse de GRDF à la consultation publique du 14 février 2019 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

### ➤ Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

#### Réponse GRDF :

A titre liminaire, GRDF tient à saluer le travail d'harmonisation des cadres tarifaires engagé par la CRE et la transparence apportée par les éléments publiés dans cette consultation publique sur les situations respectives des différents opérateurs et les inégalités de traitement éventuelles auxquelles il conviendrait de remédier.

Globalement GRDF est satisfait du cadre tarifaire mis en place sur les périodes tarifaires précédentes, et les historiques de données qui étayent la présente consultation démontrent que depuis 10 ans GRDF s'est pleinement inscrit dans les objectifs du régulateur en matière de maîtrise des trajectoires de coûts, de capacité à poursuivre une politique d'investissements soutenue (y compris hors GAZPAR) et d'amélioration du niveau de qualité de service pour ses différentes parties prenantes.

Parmi les avancées réalisées à l'occasion des discussions tarifaires ATRD5, nous pouvons notamment citer l'harmonisation des méthodes d'équilibrage des revenus sur la période tarifaire, le recalage de la référence climatique et des trajectoires de volumes, la mise en place des dispositifs de régulation incitative des coûts unitaires d'investissements ou du nombre de clients et la couverture des impayés relatifs à la part acheminement des factures clients au CRCP.

Pour autant, ce cadre tarifaire reste perfectible et GRDF propose un certain nombre d'améliorations.

Enfin, GRDF s'inscrit pleinement dans la démarche initiée par la CRE d'harmonisation des cadres tarifaires des différents opérateurs d'infrastructure et souhaite à ce titre renforcer l'égalité de traitement des différents opérateurs.

En effet, étant chronologiquement la première entreprise parmi les opérateurs d'infrastructure à engager ses discussions tarifaires avec la CRE, GRDF a souvent été amenée à discuter de l'élaboration de nouveaux mécanismes incitatifs ou à accepter le renforcement de certaines incitations par exemple. Force est de constater que ces mécanismes n'ont pas toujours été déclinés par la suite pour les autres opérateurs créant ainsi une certaine disparité de traitement.

La démarche engagée par la CRE d'harmonisation des cadres tarifaires devrait donc fortement contribuer à la réduction de ces disparités.

### ➤ Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

#### Réponse GRDF :

Le secteur de l'énergie accélère sa mutation, tant en France qu'au niveau européen, et les enjeux auxquels doit répondre GRDF sont nombreux.

La transition énergétique va se traduire par une baisse accrue des consommations, le développement des gaz verts et une production énergétique de plus en plus décentralisée. GRDF est convaincue de la pertinence de ces évolutions et du rôle majeur que joueront les réseaux de distribution dans la conduite de ces évolutions.

GRDF partage les grands enjeux identifiés par la CRE, pour autant qu'ils tiennent compte des nouvelles contraintes/obligations qui pèsent ou pèseront sur les distributeurs de gaz, dès à présent ou dans un avenir proche.

Ainsi, le déploiement des compteurs communicants et le dispositif réglementaire qui encadre l'utilisation des données font apparaître de nouvelles possibilités mais aussi de nouvelles obligations pour GRDF. La mise à disposition de données de consommation journalière va permettre aux clients d'améliorer la maîtrise de leurs consommations et de leurs factures énergétiques, et aux fournisseurs de leur proposer de nouvelles offres. Ceci s'accompagne également d'exigences de plus en plus importantes des collectivités locales et de nouveaux acteurs de l'énergie en termes de qualité de service, de qualité des données mais aussi d'accompagnement dans l'exploitation de ces données. La loi de transition énergétique s'est notamment traduite par une sollicitation croissante de GRDF et de ses équipes territoriales pour répondre aux demandes des collectivités dans le cadre de l'élaboration de leurs SRADDET, PCAET, SCoT et autres PLUi.

En France, les évolutions législatives (fin des TRV, projet de Réglementation Environnementale 2020, réforme du régime de retraite) et fiscales (hausse de la TICGN) sont clairement défavorables au gaz naturel. L'attractivité du gaz naturel à court terme diminue et le risque encouru par l'activité de gestionnaire de réseau, fortement capitalistique, augmente. Dans ce cadre, GRDF sera très attentif aux décisions qui suivront le débat autour de la PPE.

Enfin, l'ouverture des marchés s'est traduite par une augmentation du nombre des fournisseurs renforçant la concurrence au bénéfice des clients finaux. Malheureusement la multiplication des recours contre les opérateurs d'infrastructures de distribution génère au-delà d'une instabilité juridique, de véritables préjudices aux clients finals, aux opérateurs de réseaux et à l'ensemble des parties prenantes contraires aux objectifs de la libéralisation des marchés.

GRDF souhaite donc préciser sa position face à ces différents enjeux :

- « *La maîtrise des investissements, qui passe à la fois par l'envoi d'un signal de rémunération adapté pour les nouveaux investissements (cf. partie 3.4.3) et par le maintien, voire le renforcement, des outils incitants à la maîtrise des coûts de ces investissements (cf. partie 3.4.4)* »

GRDF partage le principe que le cadre de régulation doit garantir une rémunération raisonnable du capital investi. Cependant elle ne partage pas l'analyse qui consiste à présenter une corrélation entre la baisse passée du CMPC de base et l'évolution historique à la baisse des OAT 10 ans (page 12 et 13 de la consultation).

En effet, l'évolution des taux de marché sans risque n'est pas un déterminant exhaustif de la juste valeur de la rémunération. Il convient de prendre en compte l'évolution de la prime de risque du marché, laquelle est corrélée négativement avec la tendance des OAT. Plus précisément, on observe une relative stabilité du taux de retour total du marché exprimé en valeur réelle. De plus, les OAT ne peuvent refléter les paramètres spécifiques de l'opérateur, et en particulier son niveau de bêta qui reflète le risque non diversifiable associé à une activité et pour un type d'énergie donnée.

Par ailleurs, conscient des enjeux en termes de pouvoir d'achats qui mobilisent la société française, GRDF, opérateur de réseau efficient et responsable, s'attachera comme il l'a fait par le passé et comme le montrent les différents graphiques publiés par la CRE dans sa consultation publique, à maîtriser ses coûts d'investissements et de fonctionnement pour compenser autant que possible la baisse des volumes acheminés et limiter l'impact de la montée en charge des mutations engagées sur son cœur de métier, et notamment l'injection de gaz vert sur le réseau.

Néanmoins, sur certaines natures d'investissements, qui relèvent des obligations réglementaires et contractuelles de GRDF vis-à-vis de ses parties prenantes (autorités concédantes, pouvoirs publics, ...), les marges de manœuvre sont limitées. De même, GRDF s'engage sur des programmes ciblés en matière de sécurité industrielle ou de modernisation du réseau, souvent localisés en zones urbaines denses. Le mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement devra donc refléter la typologie des programmes d'investissements engagés.

- « L'encouragement à l'innovation des gestionnaires de réseaux, au travers non seulement de leurs programmes de R&D&I (cf. partie 3.5) mais aussi en s'assurant que le cadre tarifaire permet bien la mise en œuvre de solutions innovantes, y compris lorsque ces dernières génèrent des charges d'exploitation supplémentaires en contrepartie d'investissements moins importants »

GRDF souscrit pleinement à la volonté de la CRE de mettre en place un cadre tarifaire qui permette aux opérateurs de s'engager dans des projets de R&D et d'innovation, et plus particulièrement s'agissant de GRDF, sur les domaines suivants :

- o Sécurité et performance opérationnelle
  - o Smart Grids et pilotage dynamique du réseau (qualité de fourniture)
  - o Efficacité énergétique
  - o Gaz verts
- « La poursuite d'objectifs ambitieux en matière de qualité de service, les objectifs associés devant s'adapter aux nouveaux besoins des acteurs du système énergétique, afin de permettre à l'ensemble de ces derniers d'innover »

GRDF s'est déjà engagé auprès de ses parties prenantes, que ce soit dans le cadre du Contrat de Service Public ou dans le cadre des négociations en cours avec les autorités concédantes, à accroître ses efforts en matière de qualité de service. GRDF s'attachera donc à faire converger les ambitions relatives à ce périmètre.

➤ **Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?**

Réponse GRDF :

GRDF considère que la durée actuelle de 4 ans permet de donner de la visibilité aux parties prenantes, en particulier les fournisseurs et les marchés financiers. Toutefois, il est nécessaire de pouvoir corriger en cours de période certains éléments exogènes non prévisibles dès lors que leur impact est significatif. La mise en place de mécanismes adaptés apportant de la souplesse sur les objets difficilement prévisibles à un horizon de 4 ans (SI, R&D&I notamment) nous apparaît nécessaire et les orientations envisagées par la CRE dans ce domaine nous semblent totalement pertinentes.

➤ **Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?**

Réponse GRDF :

GRDF n'est pas favorable à la publication de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours, car le statut qu'auraient ces éléments n'est pas défini (ces éléments seraient-ils engageants pour les opérateurs, ...) et surtout l'évolution des tarifs ne se limite pas aux seuls impacts des trajectoires, mais intègre également des effets liés au cadre et à la structure tarifaire et nécessite donc d'avoir une approche globale comme c'est actuellement le cas lors des périodes de discussion tarifaire.

➤ **Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?**

Réponse de GRDF :

GRDF propose de conserver le principe général de fonctionnement du CRCP existant pour GRDF. Concernant les modalités d'apurement du solde du CRCP à l'intérieur d'une période tarifaire, GRDF considère que, si le maintien d'un tunnel d'apurement à hauteur de 2% permet de donner de la visibilité aux utilisateurs du réseau, il devrait impérativement être conditionné à un point de départ de

trajectoires centrées, c'est-à-dire tenant compte des meilleures prévisions des opérateurs sur les postes de recettes et charges couverts par le dispositif.

Dans ce cadre, toute évolution législative et réglementaire ayant un impact significatif sur les dépenses de GRDF, à l'image des décisions du CoRDiS qui ont impacté la période ATRD5, devrait faire l'objet d'un mécanisme ad hoc (ou permettre de sortir du tunnel).

Pour la distribution, la calibration du tunnel d'apurement du CRCP pourrait être faite sur des critères objectifs du type couverture d'un aléa sur le revenu autorisé lié à la survenance d'un aléa climatique X% dès la première année de la période tarifaire par exemple. De plus, aux incertitudes liées à l'aléa climatique viennent s'ajouter les incertitudes sur l'évolution des consommations moyennes des consommateurs dans un contexte mouvant concernant la PPE et les décisions qui seront réellement prises en matière de financement de la transition énergétique.

Compte tenu des incertitudes sur les évolutions à venir et qui ne seront pas forcément levées pendant les discussions ATRD6, un relèvement du tunnel à +/-3% pourrait constituer une réponse appropriée.

➤ **Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?**

Réponse de GRDF :

Bien que non concerné par cette disposition, GRDF est favorable à la mise en œuvre de cette évolution qui semble pertinente.

➤ **Question 7 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?**

Réponse de GRDF :

GRDF partage le point de vue de la CRE sur la visibilité apportée à l'ensemble des acteurs du marché par le cadre de régulation incitative des charges nettes d'exploitation.

La trajectoire de charges nettes d'exploitation en vigueur pour le tarif ATRD5 de GRDF est très exigeante et intègre au total 40 M€ d'efforts de productivité additionnels par rapport à la trajectoire déjà ajustée.

GRDF souhaite que le niveau de productivité de la trajectoire de charges nettes d'exploitation soit évalué en excluant, d'une part, les projets structurants pour l'opérateur (compteurs communicants, démixtage des activités partagées avec Enedis, rôle de GRDF dans la mise à disposition des données, projet changement de gaz, gaz verts, ...), et d'autre part, les charges sur lesquelles l'opérateur n'a aucun levier d'action (charges non manœuvrables).

Concernant les charges non manœuvrables, GRDF considère que le périmètre du CRCP devrait évoluer afin de tenir compte des incertitudes réglementaires et fiscales. A titre illustratif, le gain du CICE, qui disparaît en 2019, avait été intégré à la trajectoire de charges nettes d'exploitation ajustée, bien que GRDF ait souligné lors des discussions tarifaires l'incertitude quant à la pérennité de cette mesure.

➤ **Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ? (Cf. questions 11 et 14)**

#### Réponse de GRDF :

GRDF demande une évolution de la régulation incitative sur les charges de capital hors réseau (dite « TOTEX »), en particulier sur le périmètre des SI.

En effet, le mécanisme « TOTEX » actuel porte sur le périmètre des investissements SI, immobilier et véhicules) et consiste à exclure du CRCP les écarts sur les charges de capital relatives à ce périmètre, à l'exception des écarts liés à l'inflation.

GRDF constate que ce mécanisme TOTEX n'est pas totalement efficace. En particulier en matière de systèmes d'information, pour la partie incorporelle, la digitalisation des opérations et des interactions (notamment la mise à disposition de données) avec les clients, les fournisseurs et les collectivités locales nécessite de faire évoluer les SI à un pas de temps beaucoup plus court que celui des périodes tarifaires. Il peut être difficile voire impossible lors de l'élaboration de la trajectoire tarifaire de prévoir la date d'engagement et les coûts de projets nécessaires lorsqu'ils sont susceptibles d'être engagés en fin de période tarifaire.

Ainsi le mécanisme actuel pourrait conduire à des arbitrages industriels contre-productifs sur le long terme en poussant l'opérateur à reporter le lancement de projets sur la période tarifaire suivante.

A ce titre, GRDF propose d'exclure du mécanisme TOTEX, et donc d'intégrer au CRCP, au même titre que les investissements dits « réseaux », les évolutions SI (immobilisations incorporelles) nécessitées par les demandes des fournisseurs, la réglementation ou les contraintes imposées par les grands éditeurs de logiciels en matière de maintenance ou de renouvellement de leurs produits.

Une proposition pourrait également consister à intégrer à la trajectoire, des CAPEX « non affectés » en dernière année de période tarifaire par exemple. Cela permettrait de définir une trajectoire tarifaire plus pertinente, sans risque de sur-rémunération pour les opérateurs, les CAPEX non réalisés étant de toutes façons repris au CRCP.

#### ➤ **Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?**

#### Réponse de GRDF :

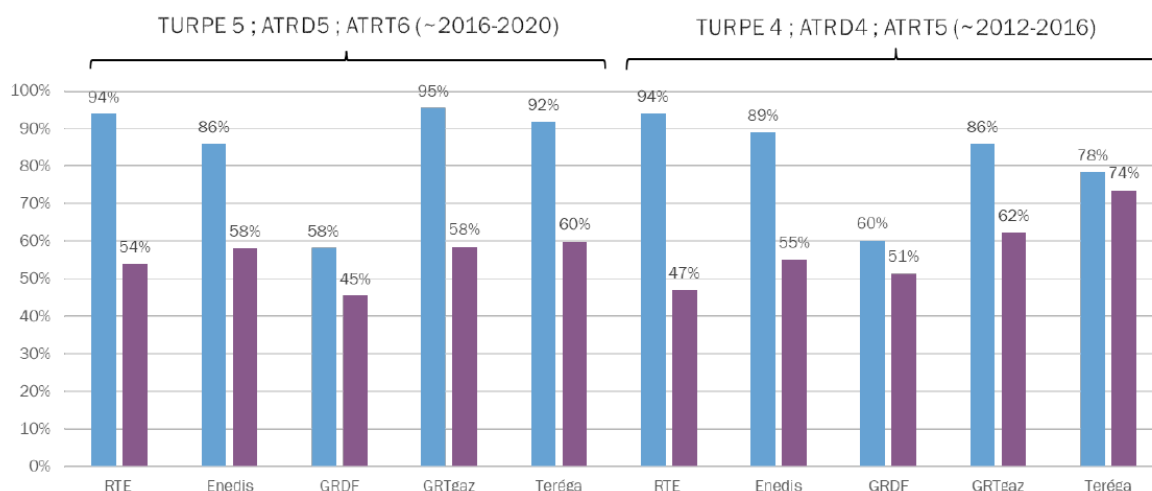
GRDF partage les critères relatifs aux niveaux de prévisibilité et de maîtrise des dépenses / recettes, à l'aune desquels un poste peut être intégré au CRCP.

Ainsi, GRDF souhaite notamment maintenir le **mécanisme de régulation incitative du développement du nombre de clients raccordés au réseau** qui permet de limiter la hausse du tarif pour l'ensemble des consommateurs. GRDF considère que le contexte à venir (scénario bas carbone, RE 2020, fin des TRV, conversion en gaz H de la zone nord de la France...) fait peser un risque significatif sur son activité et pourrait conduire à une baisse du nombre de consommateurs raccordés au réseau de distribution de gaz naturel si GRDF ne dispose plus des moyens adéquats pour a minima stabiliser la trajectoire clients et favoriser le développement de solutions gaz performantes.

En cas de non reconduction de ce mécanisme ou de réduction drastique des moyens alloués, GRDF demanderait, en cohérence avec les dispositions adoptées pour les autres opérateurs, que les recettes d'acheminement de GRDF, soient couvertes à 100% au CRCP. Aujourd'hui, tous les gestionnaires d'infrastructures et la majorité des distributeurs d'autres pays européens sont pratiquement couverts à 100%, à l'exception de GRDF qui n'est couvert que sur les termes tarifaires proportionnels aux quantités de gaz acheminées.

Pour les opérateurs régulés par la CRE, les disparités de situation sont particulièrement bien mises en évidence par le graphique publié dans la consultation publique.

% des charges et des recettes couvertes au CRCP, c'est-à-dire non incitées ou partiellement incitées (auquel cas une pondération est appliquée) pour chaque opérateur.



Ce graphique appelle les commentaires suivants :

- Pour la période tarifaire en cours, un niveau de couverture des recettes au CRCP significativement plus faible pour GRDF (~58%) que pour les autres opérateurs (avec un minimum de 86% pour ENEDIS),
- Pour la période tarifaire en cours, un niveau de couverture des charges au CRCP plus faible pour GRDF (~45%) que pour les autres opérateurs (avec un minimum de 54% pour RTE),
- GRDF est également le seul opérateur pour lequel les niveaux de couverture au CRCP se dégradent entre les deux périodes tarifaires présentées à la fois sur les charges et sur les recettes.

Par ailleurs, le fait que le choix d'affectation des clients dans les tranches tarifaires relève des fournisseurs et de leur stratégie d'optimisation de la chaîne tarifaire génère un risque important pour GRDF compte tenu du niveau des différentes parts d'abonnement des tranches.

Ainsi, les évolutions de structure tarifaire que pourraient envisager la CRE et GRDF, à l'horizon de l'ATRD6 et de l'ATRD7 pour mieux refléter les coûts générés par les clients sont également de nature à générer un risque supplémentaire pour GRDF à l'occasion des mouvements de clients entre les différentes tranches tarifaires lorsque les fournisseurs réoptimiseront leurs portefeuilles.

En tout état de cause, en cas de modification de la structure tarifaire, il conviendrait de mettre en place un dispositif neutralisant temporairement pour GRDF les effets d'optimisation des portefeuilles des fournisseurs.

### ➤ Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

#### Réponse de GRDF :

GRDF souhaite reconduire le mécanisme de compensation au CRCP des écarts sur les trajectoires de consommations.

De ce point de vue, le recalage de la référence climatique a été un élément majeur de la demande tarifaire de GRDF pour l'ATRD5. Et bien que la période ATRD5 ne soit pas encore terminée, il est déjà possible de constater que le recentrage de la trajectoire qui en a résulté est un succès et a conduit à un niveau de CRCP maîtrisé en évitant de constituer comme sur la période ATRD4 un énorme stock de CRCP (près de 600 M€) à apurer.

GRDF utilise actuellement le climat de référence fourni par Météo France basé sur la période 1980-2009 et souhaite utiliser dès 2020 la nouvelle référence proposée par Météo France basée sur la période 1986-2015 afin de définir une trajectoire ATRD6 « centrée ».

- **Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ? (Cf. questions 8 et 14)**

Réponse de GRDF :

GRDF est pleinement favorable à maintenir les charges de capital normatives au CRCP. Revoir ce principe serait un contre-signal fort envoyé non seulement aux opérateurs, mais également aux différentes parties prenantes, collectivités locales / autorités concédantes, pouvoirs publics notamment.

De plus, une grande partie des investissements de GRDF relève de ses obligations réglementaires :

- Obligation de raccordement de nouveaux clients liée au calcul de B/I et au paiement éventuel par le client d'une participation financière pour rendre le B/I positif
- Obligation de raccordement des installations d'injection de Biométhane (droit à l'injection)
- Obligation de travaux dans le cadre de projets d'aménagements urbains par exemple

Les volumes d'investissements correspondants, même s'ils sont relativement stables dans le temps, sont liés en grande partie à la dynamique de la demande et donc en partie hors de contrôle du gestionnaire de réseau. Ils sont également sensibles aux évolutions du cadre législatif et réglementaire susceptibles de se concrétiser sur la durée d'une période tarifaire.

Les autres investissements du distributeur relèvent largement de la sécurité et du maintien de conditions optimales d'exploitation du réseau. GRDF ne pourrait accepter un système incitatif qui pourrait le conduire à arbitrer ces investissements.

Enfin, GRDF rappelle que l'élaboration du tarif ATRD5 a permis la mise en place d'un système de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement.

- **Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie / de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?**

Réponse GRDF :

GRDF est favorable à la reconduction du mécanisme de couverture partiel via le CRCP des charges d'achats d'énergie relatives aux pertes et différences diverses.

GRDF souhaite cependant une mise en cohérence du mécanisme qui lui est appliqué avec les dispositifs existants pour les autres gestionnaires d'infrastructures et le maintien d'une révision de la trajectoire annuelle de référence ex post.

Pour GRDF, les écarts sur ce poste sont liés pour partie à des différences entre le volume normatif de pertes couvert par GRDF via des achats de gaz ex ante et le niveau effectif des pertes sur son réseau. Or, si le taux de pertes de GRDF est bas malgré l'étendue de son réseau et son vieillissement progressif, GRDF reste tributaire des dommages aux ouvrages ou des consommations sans fournisseurs. Enfin GRDF ne maîtrise pas l'évolution des prix du marché même si elle conduit une politique d'achat de gaz prudente et considère toujours qu'il n'est pas pertinent de l'inciter financièrement sur ce facteur.

La limitation à 70% de la couverture de ces charges pour GRDF dans la délibération ATRD5 n'a pas été suivie des mêmes décisions pour les autres opérateurs.



➤ **Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?**

GRDF souhaite que le périmètre du CRCP et le taux de couverture des écarts sur les postes de charges et produits soient rediscutés, notamment pour tenir compte des évolutions suivantes :

- Les coûts relatifs aux changements d'appareils non adaptables dans le cadre du projet changement de gaz dont les modalités de prise en charge doivent être discutées dans le cadre de l'élaboration du tarif ATRD6.
- Le nouveau modèle de cahier des charges des contrats de concession est actuellement en cours de discussion avec les organisations représentant les autorités concédantes avec des demandes de redevances généralement en forte hausse. Afin d'encadrer ces demandes et d'éviter des traitements discriminatoires, GRDF souhaite faire évoluer la formule de calcul des redevances en vigueur pour la rapprocher des niveaux constatés pour les autres opérateurs de réseaux. En conséquence, GRDF souhaite que ces évolutions soient prises en compte dans les trajectoires tarifaires de l'ATRD6. Il n'apparaît cependant pas souhaitable à ce stade d'intégrer ces charges au CRCP. En effet, la couverture au CRCP n'inciterait pas les parties à converger rapidement vers un niveau de redevance raisonnable ;
- Les coûts supplémentaires qui pourraient être induits par la fin des TRV en cours de période tarifaire, et sur lesquels il est possible que GRDF n'ait que peu de visibilité lors de l'élaboration des trajectoires de charges nettes d'exploitation, notamment s'il y a des contributions spécifiques (communication, fourniture de dernier recours, ...) à prendre en charge à 100%, si les modalités du dispositif n'étaient pas définies rapidement ou en cas de recours de fournisseurs amenant à les remettre en cause ;
- Le coût des audits conduits par la CRE et mis à la charge des opérateurs, à prendre en compte à 100% ;
- Les charges de statut social, à prendre en compte à 100%. Du fait de leur volatilité (effet climat et effet taxes sur l'avantage en nature énergie notamment) et du peu de maîtrise que peut avoir GRDF sur ces charges, GRDF propose, comme cela avait déjà été le cas dans le dossier de demande tarifaire ATRD5, que pour l'ensemble des charges liées au statut des IEG les écarts entre prévisionnel et réalisé soient portés au CRCP ;
- De même, les écarts sur les flux liés aux charges de retraites et autres avantages sociaux (taux de cotisation et fonds assurantiels), à prendre en compte à 100%. Le début des réflexions autour d'une nouvelle réforme des retraites, prévue pour 2019, ouvre une période de forte incertitude sur les impacts financiers pour les entreprises. GRDF souhaite que les impacts de cette réforme soient portés au CRCP ;

➤ **Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ? (Cf. questions 8 et 11)**

Réponse GRDF :

En complément des réponses apportées aux questions 8 et 11, GRDF est favorable au maintien des principes actuels du cadre de régulation pour les dépenses d'investissement.

Cependant, sans modifier les dispositifs réglementaires existants, GRDF est ouvert à des échanges plus réguliers avec la CRE sur sa politique et ses programmes d'investissement, afin de donner de la visibilité et démontrer qu'en opérateur efficient, GRDF ne cherche pas à « maximiser sa BAR » au risque d'engendrer des coûts échoués à terme, mais bien à répondre aux demandes des parties prenantes et à maintenir un haut niveau de sécurité des ouvrages de distribution.

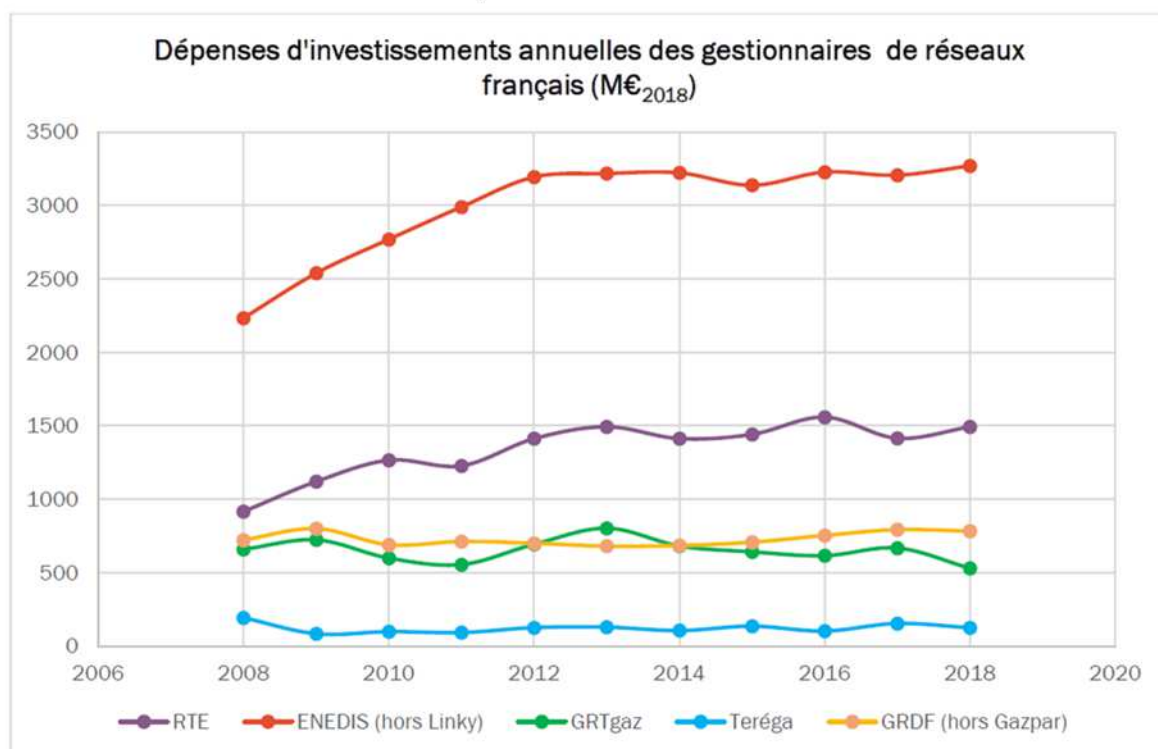
GRDF est ainsi disposé à réfléchir avec le régulateur à des indicateurs permettant d'objectiver les choix effectués.

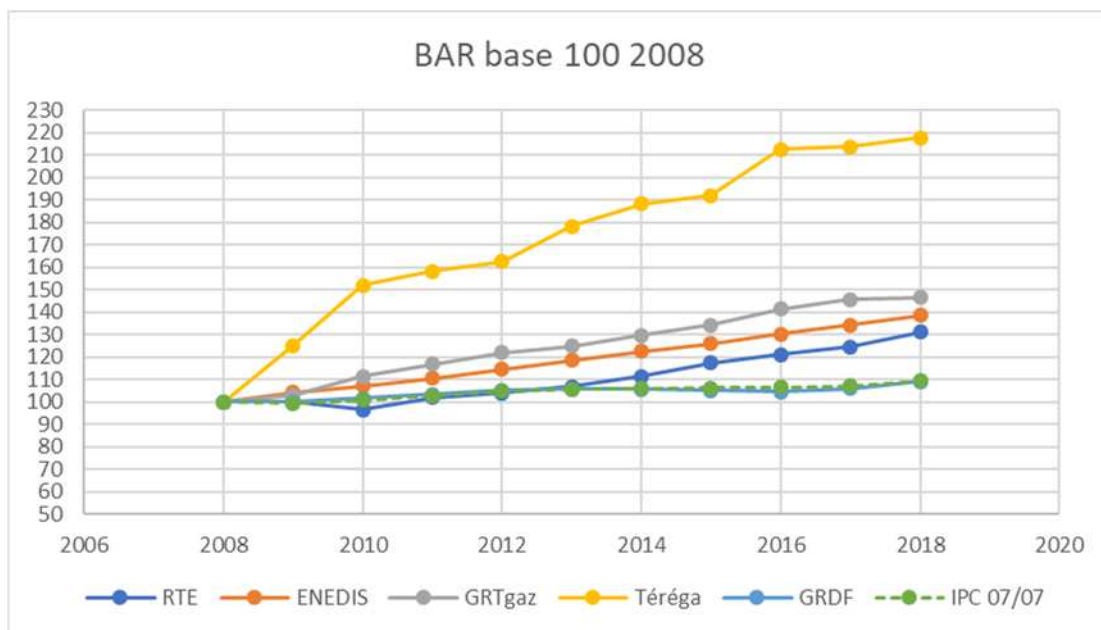


En revanche, GRDF considère que la notion de taux d'utilisation des ouvrages n'est pas pertinente pour le réseau de distribution de gaz, car au-delà des obligations réglementaires en termes de dimensionnement des ouvrages (risque 2%, maillage des réseaux, ...), les volumes acheminés risquent d'être structurellement en décroissance dans le temps, avec la baisse progressive des consommations unitaires.

Les données publiées par la CRE dans la consultation publique sur les chroniques d'investissement appellent les remarques suivantes de la part de GRDF :

- Les investissements de GRDF sont particulièrement stables dans le temps et caractéristiques des activités de distribution (très grand nombre d'investissements de coûts unitaires faibles).
- Les investissements des opérateurs de transport de gaz sont plus fluctuants du fait du poids important de gros renforcements ponctuels du réseau de transport notamment pour la fluidification du marché et la fusion des zones.
- Ce sont finalement surtout les investissements des opérateurs de réseaux d'électricité qui ont connu une forte croissance sur la période 2008-2018.





Concernant l'évolution de la BAR<sup>1</sup> des opérateurs :

- La BAR de GRDF est quasiment stable avec une croissance à peu près égale à l'inflation,
- La BAR des opérateurs de transport de gaz a augmenté considérablement du fait des besoins importants de fluidification du marché et de fusion des zones d'échanges de gaz.
- La BAR des opérateurs d'électricité a sensiblement augmenté du fait de l'augmentation des investissements réalisés sur la période considérée.

Pour ce qui concerne GRDF, les données publiées dans la consultation publique ne nous semblent pas confirmer les craintes d'ailleurs parfois contradictoires exprimées par la CRE de risques de sous-investissement ou de surinvestissement (risque de coûts échoués).

➤ **Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?**

Réponse GRDF :

GRDF est en phase avec l'idée que le maintien des actifs au-delà de leur durée de vie économique normative peut être un facteur de maîtrise des coûts en faveur de la collectivité. A ce titre, les opérateurs qui présentent une proportion substantielle d'actifs à valeur nette comptable nulle doivent pouvoir être gratifiés, dès lors que les coûts d'exploitation liés au maintien en état de ces actifs sont identifiables.

En revanche, l'alignement des durées de vie comptable sur les durées de vie effectives n'est techniquement pas possible à mettre en œuvre au cas par cas. Par ailleurs, si la CRE estime qu'il y a un risque réel de coûts échoués pour les activités d'infrastructure gaz, un allongement des durées de vie réglementaire des actifs ferait porter aux opérateurs un risque de non recouvrement à long terme des charges de capital engagées.

<sup>1</sup> Données CRE remises en forme par GRDF avec IPC

- **Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?**

Réponse GRDF :

GRDF partage le principe que sa rémunération doit être assise sur le capital effectivement financé par l'opérateur, donc subventions d'investissement exclues. Dans le cas où les subventions d'investissement constituent une part non négligeable des actifs immobilisés, il convient néanmoins d'intégrer, dans le calcul de la rémunération éventuellement via le Béta, une part de risque supplémentaire liée à l'exploitation de ces actifs non financés.

- **Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?**

Réponse GRDF :

Les éléments présentés par la CRE ne permettent pas aux opérateurs d'apprécier la pertinence du système envisagé puisqu'aucune donnée chiffrée n'est présentée.

L'adoption d'un taux différencié pour les nouveaux investissements, ainsi rémunérés sur une période glissante avant d'être reversés dans la BAR historique nous semble complexe et susceptible de rendre le cadre de régulation moins lisible pour les marchés. De plus, il se poserait la question du choix du taux sensé refléter les conditions de financement correspondant à la période de mise en service des nouveaux actifs.

Enfin, les opérateurs d'infrastructures ne décident pas des investissements sur la base d'une opportunité financière liée au niveau du taux de rémunération. Leurs programmes d'investissement sont guidés par des considérations de maintien et de développement de leur mission de service public sur le moyen et le long terme. De ce point de vue, les graphiques publiés dans la consultation publique (et repris dans les pages qui précèdent) sont particulièrement éloquents et montrent qu'il n'y a aucune corrélation entre l'évolution des dépenses d'investissements et la baisse du taux de rémunération des opérateurs.

Plus précisément, l'objectif d'améliorer le signal à l'investissement ne nous semble pas garanti avec la mise en œuvre d'un tel dispositif :

- Dans un contexte de risque de baisse de la demande et de besoin de sécurité d'investissement à long terme, les opérateurs gaziers sont incités à une certaine prudence dans leurs investissements,
- La plupart des investissements en distribution sont des investissements « obligés »,
- Une rémunération de court terme pour les nouveaux investissements, uniquement sur 4 ans, réduirait encore les incitations à investir même si le mécanisme proposé est censé permettre un ajustement rapide du taux de rémunération en cas de hausse des taux d'intérêt,
- La CRE dispose d'autres outils. Elle a notamment mis en œuvre par le passé des mécanismes de primes permettant d'inciter les opérateurs à investir sur des objets ciblés (Linky, Gazpar, ouvrages de transport permettant d'améliorer la fluidité du marché...). Ces mécanismes nous semblent beaucoup plus simples de mise en œuvre et permettent un ciblage précis du type d'investissement à privilégier.

Par ailleurs, ce système, à considérer qu'il porte sur des investissements sur lesquels les opérateurs ont le choix d'investir, pourrait induire des stratégies d'anticipation ou de report des investissements, comportements non souhaitables dans un cadre régulé et non profitables pour la collectivité.

Enfin, il est également nécessaire de souligner que, contrairement aux dispositifs mis en œuvre en électricité, les tarifs des opérateurs gaz sont déjà partiellement indexés, du fait de l'indexation de la BAR sur l'inflation.

On peut donc s'interroger sur la pertinence de la mise en place de mécanismes identiques en gaz et en électricité dès lors que les fondamentaux de définition des taux de rémunération sont basés sur une rémunération en nominal pour l'électricité et une rémunération en réel + Bar inflatée pour le gaz.

Il appartient également à la CRE de décider d'améliorer le système de rémunération existant et sa transparence en révisant par exemple le coût de la dette des opérateurs régulés sur la base d'indices de marché publiés et opposables (indexation Iboxx, référence proposée notamment par GRDF et son consultant NERA à l'occasion des discussions tarifaires ATRD5).

C'est donc la question du juste taux de rémunération qui se pose à la CRE et à l'ensemble des parties prenantes dans un contexte de taux d'intérêt artificiellement bas liés à la politique monétaire de la BCE.

En conclusion, GRDF est défavorable à la proposition de mise en place d'un système complexe de rémunération à deux taux alors que le système en vigueur pourrait être amélioré simplement en tout cas pour ce qui concerne la régulation des infrastructures gaz et sans causer de rupture majeure dans les principes de rémunérations mis en œuvre depuis 2003 en distribution gaz.

- **Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT ?**

#### Réponse de GRDF :

Concernant la régulation incitative des coûts unitaires des investissements dans les réseaux, GRDF souhaite porter à la connaissance de la CRE les premières tendances du retour d'expérience initié par ses équipes techniques.

GRDF partage avec la CRE l'intérêt d'un mécanisme visant la maîtrise des dépenses d'investissements. Toutefois, l'exercice de projection des coûts unitaires de référence sur plusieurs années est un exercice théorique compte-tenu de contraintes réglementaires et techniques qui peuvent modifier significativement les coûts unitaires en cours de période.

Ainsi, les projections des coûts unitaires sur la période du tarif ATRD5 ont été réalisées en tenant compte de l'impact des évolutions réglementaires sur les enrobés amiantés à compter de 2016 (anticipation de la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels). Dans les faits, le décret du 9 mai 2017 prévoit l'obligation de repérage avant travaux à faire par le donneur d'ordre pour tous les travaux, et ne se limite donc pas aux seuls enrobés. Ce décret ne sera applicable que lorsque les modalités de repérage seront précisées par des arrêtés spécifiques relatifs à chaque secteur. Par ailleurs, à notre connaissance, la réglementation pour les bâtiments deviendrait applicable en 2019, et en 2020 pour les travaux sous chaussée.

GRDF note également les risques d'effets pervers d'un point de vue opérationnel du mécanisme sur les investissements totaux. A titre d'illustration, les travaux dans les centres urbains sont unitairement plus coûteux que dans les zones peu urbanisées. La régulation incitative actuelle sur les coûts unitaires inciterait donc à privilégier, dans le cadre des enveloppes d'investissements délibérés, des travaux avec beaucoup de mètres linéaires, alors que la priorité du point de vue industriel devrait être donnée aux centres-villes qui génèrent des coûts unitaires plus élevés. GRDF souhaite donc pouvoir débattre avec la CRE, à l'occasion des discussions tarifaires ATRD6, des modalités de calcul des niveaux de coûts unitaires dans un contexte où les autorités concédantes souhaitent de plus en plus que GRDF s'engage sur des schémas directeurs d'investissement à la maille des contrats de concession, schémas directeurs établis selon des calendriers totalement indépendants des calendriers de discussion tarifaire.

- **Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?**

Réponse GRDF :

Pas de remarque a priori de GRDF.

- **Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?**

Réponse GRDF :

Cette proposition s'inscrit dans la démarche d'harmonisation des cadres de régulation tarifaire des différents opérateurs de réseau, ce à quoi GRDF se montre favorable dans la mesure où ces dispositifs sont déjà en vigueur pour la distribution.

GRDF insiste cependant sur la nécessité d'adapter les modalités de mise en œuvre des dispositifs de régulation incitative au contexte et à la nature des investissements de chaque opérateur.

- **Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?**

Réponse GRDF :

Pas d'avis

- **Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?**

Réponse GRDF :

GRDF est favorable à la proposition d'une définition commune des coûts échoués pour l'ensemble des opérateurs, sans préjuger des modalités de traitement associées qui peuvent différer d'un opérateur à l'autre, voire d'un investissement à l'autre.

La définition proposée par la CRE dans la présente consultation publique fait référence à « *la valeur comptable résiduelle* » des ouvrages.

Compte-tenu des différents principes de couverture des coûts d'investissements d'un point de vue tarifaire (BAR, VNC, ...), GRDF propose l'expression plus générique « *valeur résiduelle* », pour s'adapter à l'ensemble des situations rencontrées.

En effet, dans le cas de la régulation des opérateurs de réseaux d'électricité, la rémunération avec un taux nominal rémunère totalement le capital immobilisé qui est égal à la valeur nette comptable. L'opérateur n'est donc pas pénalisé dès lors que la sortie d'un actif de la BAR est compensée à la VNC.

Dans le cas des opérateurs gaz, une partie de la rémunération liée à l'inflation est différée sur l'ensemble de la durée d'amortissement de l'ouvrage via la réévaluation annuelle de la BAR.

Pour ne pas introduire d'inégalité de traitement entre opérateurs gaz et électricité, il est donc nécessaire de prendre en compte la valeur résiduelle réévaluée de l'ouvrage et non sa valeur nette comptable.

- **Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?**

Réponse GRDF :

Comme précisé dans le § 3.4.5.3.1 de la présente consultation publique, la valeur résiduelle des actifs retirés de l'inventaire avant la fin de leur durée de vie n'est actuellement pas couverte pour les distributeurs de gaz.

GRDF est favorable à l'extension de ce principe à l'ensemble des opérateurs

En effet, les retraits anticipés d'actifs de la base d'inventaire résultent en grande partie de déplacements d'ouvrages à la demande de tiers, pour lesquels GRDF n'est pas à l'origine de la décision. Dans certains cas, GRDF perçoit en contrepartie de la part des demandeurs une participation de tiers sur déplacement d'ouvrages. GRDF constate donc que le mécanisme en vigueur sur la période ATRD5 est doublement pénalisant. D'une part, GRDF n'est pas couvert sur les coûts échoués liés aux sorties d'actifs anticipées (correspondant à la valeur de la BAR de ces actifs à leur date de sortie d'inventaire), d'autre part, les recettes liées aux déplacements et abandons d'ouvrages perçues au titre de ces demandes de tiers font l'objet d'une trajectoire prévisionnelle, intégrées aux charges nettes d'exploitation, sans compensation par le CRCP, bien que GRDF n'en ait pas la maîtrise.

En conséquence, avec la mécanique régulatoire actuelle, GRDF est doublement pénalisée, sur les coûts échoués et sur la prévision de recettes associées. GRDF demande donc la prise en compte dans le CRCP des sorties d'actifs non amortis et, symétriquement, des recettes perçues des tiers associés.

- **Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?**

Réponse GRDF :

Bien que peu concerné par cette problématique, GRDF partage l'analyse de la CRE.

- **Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?**

Réponse GRDF :

GRDF est favorable à la rémunération des immobilisations en cours au CMPC pour les investissements de cycle long.

- **Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?**

Réponse GRDF :

Enjeu croissant pour la transition énergétique, la R&D est aujourd'hui un outil indispensable pour accompagner le développement des gaz verts grâce à un réseau moderne, communicant et adaptable (gaz verts, smart gas grids, power to gas). Les prévisions de croissance de la part des gaz renouvelables dans le réseau sont ambitieuses. Pour y répondre, GRDF a déjà lancé des expérimentations (démonstrateur Interflex, projet West Grid Synergy...). Ces expérimentations, indispensables pour valider la faisabilité des solutions avant leur déploiement, peuvent mobiliser des dépenses importantes, non prévisibles au moment de l'élaboration du tarif compte-tenu des évolutions rapides du domaine des smart gas grids.

Dans le cadre général de la régulation incitative de la recherche et développement en vigueur, GRDF souhaite que ces dépenses de recherche et développement après validation par la CRE soient couvertes par le tarif, même si elles n'avaient pas pu être totalement anticipées au moment des travaux tarifaires. GRDF propose donc la prise en compte dans le mécanisme du CRCP de ces dépenses nettes des diverses subventions ou financements que GRDF pourrait obtenir par ailleurs.

Par ailleurs, GRDF considère que le périmètre de la régulation incitative pourrait être élargi aux travaux de recherche et développement menés dans les domaines de la mobilité gaz qui contribue à la réduction des émissions de particules fines en milieu urbain et des solutions gaz innovantes qui contribuent à la baisse des consommations et à la maîtrise de leur facture énergie par les consommateurs. Cet élargissement permettrait également de refléter l'ensemble des travaux de recherche et développement menés par GRDF.

GRDF est donc favorable au maintien d'une trajectoire de dépenses relatives à la recherche et développement nettes des diverses subventions ou financements que GRDF pourrait obtenir par ailleurs, mais souhaite qu'elle soit prise en compte à 100%.

GRDF est également favorable à une révision à mi tarif ou à l'introduction d'un mécanisme de guichet, dans la mesure où il est difficile de définir des trajectoires à moyen-terme (4 ans), dans un contexte de mutations technologiques rapides et de digitalisation des process du secteur de l'énergie.

- **Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?**

Réponse GRDF :

GRDF est favorable à un tel dispositif, en adaptant les seuils au contexte de chaque opérateur. GRDF considère cependant que si la CRE ne mettait pas en place de possibilité de révision des trajectoires R&D&I au bout de deux ans, le dispositif de guichet ne devrait pas être restreint aux projets smart grids mais devrait couvrir l'ensemble des projets de R&D&I quelle que soit leur nature.

- **Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?**

Réponse GRDF :

GRDF partage la proposition qui consiste à harmoniser, simplifier et partager plus largement les rapports des opérateurs sur leurs actions de R&D&I. Concernant la consultation des acteurs de marché sur les grands thèmes de recherche, GRDF considère qu'une telle démarche de concertation, si elle paraît effectivement souhaitable, doit pouvoir être réalisée suffisamment en amont des discussions tarifaires pour en tenir compte dans les programmes de R&D&I à engager. GRDF souhaite également qu'une telle démarche se fasse sous l'égide de la CRE.

- **Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?**

Réponse GRDF :

GRDF est favorable au lancement d'une concertation sur les attentes des parties prenantes en matière d'actions favorisant l'innovation et de mécanismes tarifaires associés.



En revanche, GRDF souhaiterait, à l'instar de l'électricité, que cette concertation se fasse également sous l'égide de la CRE afin de garantir une démarche cohérente entre les opérateurs gaziers et les différentes parties prenantes sollicitées.

Enfin, compte-tenu du calendrier des discussions tarifaires en cours sur 2019, il n'est pas envisageable pour GRDF de conduire cette concertation en amont de l'élaboration du tarif ATRD6.

- **Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ? Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?**

Réponse GRDF :

Concernant les dispositifs de régulation incitative en vigueur, GRDF considère que ceux-ci nécessitent d'être ajustés.

Ainsi, la régulation incitative de la qualité de service de GRDF comporte 18 indicateurs incités (26 valeurs) et 13 indicateurs suivis (28 valeurs).

**Tableau 5 - Bilan des indicateurs de qualité de services des opérateurs**

Nb d'indicateurs	Enedis	GRDF	RTE	GRTgaz/ Teréga	EDF SEI, EDM et Gérédis	R-GDS	GreenAlp	Sorégies	Autres ELD gaz
Suivis	17	13	5	15	7	8	6	7	6
Incités <i>dont QA</i>	16 2	18 -	2 2	5 -	3 2	7 -	7 -	5 -	5 -
Total	33	31	7	20	10	15	13	12	11

Ainsi GRDF est l'opérateur de réseau qui compte le plus grand nombre d'indicateurs de qualité de service incités.

GRDF considère qu'il est nécessaire d'ouvrir la réflexion tant sur le nombre d'indicateurs que sur leur évolution afin de les adapter au contexte, en cohérence avec le résultat des négociations avec les autorités concédantes sur le cahier des charges de concession.

GRDF souhaite notamment revoir les indicateurs associés à la relève à pieds, aux 1<sup>ères</sup> mises en service, au taux de traitement des rejets, et au CED.

Concernant des raccordements, c'est un enjeu majeur pour GRDF, qu'il s'agisse de raccordements clients ou de producteurs de biométhane. GRDF est donc ouvert à une réflexion sur ce périmètre.

- **Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?**

Réponse GRDF :

A ce stade, GRDF considère qu'il n'est pas pertinent de décliner des indicateurs incités au niveau local. Et plus largement, compte-tenu du principe de péréquation tarifaire au niveau national, GRDF considère qu'il est de sa responsabilité d'opérateur de définir les modalités d'organisation de ses activités, sachant que par ailleurs, les autorités concédantes exercent un contrôle sur le périmètre de leur contrat de concession.

Dans ce cadre, les négociations actuelles avec les représentants des fédérations de concédants comportent un volet relatif aux indicateurs de suivi. Cependant GRDF n'est pas favorable à la coexistence d'un double système de suivi d'indicateurs sur les mêmes objets à une maille locale avec les autorités concédantes et à une maille nationale avec la CRE.

Par ailleurs, la problématique soulevée par la CRE nous semble essentiellement liée à la qualité de l'alimentation électrique et n'a pas d'équivalent en gaz.

- **Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?**

Réponse GRDF :

GRDF est disposé à étudier la possibilité d'introduire des indicateurs environnementaux, en lien notamment avec la politique RSE de l'entreprise. En revanche, il semble prématuré d'y associer un mécanisme incitatif.

Cette problématique nous semble également davantage relever des autorités concédantes dès lors que leurs exigences ne conduisent pas à un risque de discrimination entre les consommateurs.

- **Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?**

GRDF souhaite également aborder la question de l'indexation des tarifs sur l'inflation. GRDF considère en effet que hors situation particulière donnant lieu à un profil de revenu autorisé très spécifique (cas du profil de revenu autorisé ATRD5 avec un très gros CRCP à apurer sur la période considérée et disparaissant à l'entrée de la période suivante), l'indexation du tarif (IPC+X) devrait refléter l'évolution des charges, notamment OPEX de l'opérateur.

Dans le cas de GRDF, les charges salariales constituent une part très importante des charges de l'opérateur et évoluent généralement plus vite que l'inflation. L'indexation du tarif de GRDF devrait donc être en IPC+X avec X supérieur ou égal à 0 afin d'éviter de placer l'opérateur sous très forte contrainte en fin de période tarifaire. GRDF constate également que c'est bien le choix qui a été fait par le régulateur pour les derniers tarifs des infrastructures de transport et de distribution d'électricité.

GRDF n'a pas d'autre proposition à formuler, et souhaite que les évolutions apportées au cadre tarifaire aillent dans le sens d'une harmonisation et d'une simplification des dispositifs de régulation.